

## Les étudiants suisses jugent leurs cursus trop rigides et encombrés

FORMATION. Un sondage auprès des universitaires relève que les buts de la réforme de Bologne sont loin d'être atteints. Les plans d'études découragent de partir à l'étranger.

Nicolas Dufour, Berne  
Vendredi 5 septembre 2008

Huit étudiants suisses sur dix jugent leurs études bonnes, voire très bonnes. Mais c'est l'expression d'un «contentement mou», relève Jean-Marc Rinaldi, de l'Observatoire de la vie étudiante (OVE) de l'Université de Genève. Le satisfecit général - un cinquième des étudiants critiquent tout de même leurs études - fait place à l'expression de problèmes sérieux lorsque l'on aborde des points précis.

Avec la Conférence des recteurs ainsi que les deux faitières estudiantines, l'OVE a réalisé un sondage sur la base de 4690 réponses venues des universités et des EPF. Première surprise, à propos des compétences apportées par leur formation, selon les étudiants: une petite moitié jugent que leur cursus apporte un «savoir-faire professionnel»; 57% seulement estiment gagner en communication écrite ou orale - un comble, pour l'enseignement supérieur. Les étudiants jugent par contre, à plus de 85%, gagner en «capacité intellectuelle», en autonomie et, in fine, acquérir une qualification. En sciences humaines et sociales, ils sont six sur dix à penser que l'université devrait intégrer les attentes du monde professionnel dans ses plans d'études.

Le sondage devait mesurer l'impact de la réforme de Bologne, qui a introduit les cursus de bachelor (trois ans) et master (deux ans). Ce n'est pas gagné, disent les jeunes. Au chapitre de la mobilité, censée être encouragée par les nouveaux crédits d'études, 48% des étudiants renoncent à un séjour à l'étranger «parce qu'il y aura trop de difficultés au retour», en particulier en termes de reconnaissance des cours suivis ailleurs.

Pis, 53% jugent leur plan d'études «trop rigide» pour se permettre un semestre ou un an à l'étranger. Une proportion accablante pour une réforme qui doit apporter transparence et comparaison entre les systèmes nationaux (LT du 18.06.08).

A ce propos, les analystes ont comparé les jugements globaux sur les études par les jeunes qui ont commencé d'emblée sous le nouveau régime, et ceux qui ont basculé en cours de route. Surprise, là aussi: les seconds jugent que l'ancien système leur offrait davantage de diversité dans l'offre de cours, alors que «Bologne» promettait justement une plus grande flexibilité. Et quand les universités clament le fait que le master est la suite logique du bachelor, un quart des étudiants en doutent: 77% pensent continuer, une part encore moindre en sciences sociales (67%).

Le durcissement des conditions se traduit aussi par l'estimation de la durée des études. Un tiers des universitaires pensent avoir besoin d'un délai pour terminer leurs cursus.

En plus, aux yeux des jeunes, ces programmes sont encombrés. Près de la moitié d'entre eux pensent suivre certains cours «inutiles». Et si l'heure est au corset pour les cours, leur validation par les crédits d'études, elle, semble flotter: en sciences naturelles, près de 40% des étudiants jugent «très importantes» les différences de valeur d'un cours à l'autre, un chiffre spectaculaire pour des disciplines plus facilement quantifiables que les humanités. Au final, un cinquième des étudiants qualifie de «mauvaise» l'organisation des études. Et attention, dit Jean-François Stassen, chef de l'OVE: les inégalités sociales sont grandes, il y a «cumul des handicaps» dans les auditoires. L'Union des étudiants de Suisse (UNES) et l'Association des étudiants suisses embrassent sur ce point,

jugeant que la réforme aggrave les difficultés des étudiants disposant de peu de moyens.

Appelés à se prononcer sur le sondage à Berne, les responsables n'ont, pour ainsi dire, apporté aucune réponse. Il y a «encore de l'espace pour améliorer la réforme», dit le secrétaire d'Etat à l'Education et à la recherche, Mauro Dell'Ambrogio. Les crédits d'études «ne sont pas une science exacte», glisse le recteur de Lausanne, Dominique Arlettaz. Il faut même se méfier du «mythe Bologne», enchaîne son collègue bâlois Antonio Loprieno.

Sarah Gerhard, de l'UNES, conclut: «Il reste encore beaucoup de travail aux universités pour appliquer le nouveau système pleinement, et de manière correcte.»